

**Mondialisation et idéologie
néolibérale, la place de
l'Etat national**

**Rachid BENDIB,
M.A., Ph.D
Département d'Economie**

Résumé

Le discours néolibéral est l'idéologie du capital financier mondial. C'est le dernier « produit » de l'idéologie capitaliste qui, selon la nature de la phase historique, prône le discours qui lui sied le mieux (libre-échangeisme, protectionnisme, Keynésianisme, libre échangeisme, etc.). Le discours néolibéral qui exige un retrait total de l'Etat de la sphère économique répond en fait aux besoins du capital financier mondial de se mouvoir sans contraintes vers les endroits où le taux de rentabilité est le plus élevé (ceci permet de défendre les intérêts des actionnaires et des créanciers). Cependant cette stratégie ne peut en aucune manière favoriser le développement des forces productives des formations sociales de la périphérie. Au contraire elle risque de détruire l'Etat périphérique qui n'a pas atteint sa maturité en tant qu'Etat national. Par conséquent les Etats périphériques qui adhèrent au programme néolibéral risque non seulement une régression en termes d'activités productives mais un démembrement très probable.

ملخص

يمثل الخطاب النيوليبرالي خطاب رأس المال العالمي. حيث أن هذا الأخير يجسد آخر إنتاج الإيديولوجية الرأسمالية، التي تقدم الخطاب الذي يساعدها الأكثر حسب طبيعة المرحلة التاريخية التي يمر بها النظام الرأسمالي (تجارة حرة أو حماية الإقتصاد الوطني...). الخطاب النيوليبرالي الذي يطالب بانسحاب تام للدولة من المجال الاقتصادي يستجيب إلى احتياجات رأس المال العالمي التي تكمن في السيطرة بدون قيود على النشاطات حيث نسبة الربح تكون الأعلى (هذا يمكن من الدفاع على مصالح المساهمين و الدائنين). لكن هذه الاستراتيجية لا تمكن من مساعدة تطور القوى الانتاجية للتشكيلات الاجتماعية الموجودة في المحيط. على العكس، قد تقضي على دولة المحيط التي لم تتضح بعد كدولة وطنية. إذن، دولة المحيط التي تتبنى البرنامج النيوليبرالي تخاطر بالتقهقر في النشاطات الانتاجية، و بالتجزئة المحتملة جدا.

Introduction

La mondialisation en tant qu'élargissement des rapports de production capitalistes à l'échelle mondiale semble à priori irréversible dans la mesure où elle réalise l'essence du mode de production capitaliste, i. e. la reproduction élargie du capital et pour autant que ce mode continue à développer les forces productives. L'élargissement des rapports de production capitalistes a été accompagné de divers discours contradictoires prônant l'interventionnisme de l'Etat dans certaines périodes historiques et son effacement dans d'autres. Les métamorphoses du discours dominant semblent ainsi souligner des recompositions du pouvoir aussi bien aux échelles locales qu'à l'échelle mondiale. Ainsi la dernière mutation (de l'interventionnisme keynésien au libre échangisme néolibéral) du discours dominant suggère l'émergence de nouveaux rapports de force au sein des *formations sociales* où le capitalisme a atteint sa plénitude. Et ces nouveaux rapports de forces remettent en cause aussi bien la dynamique des forces productives à l'échelle mondiale que le rôle de l'Etat national au niveau local.

1- Sur la dynamique du mode de production capitaliste

L'élargissement des rapports de production capitalistes s'est matérialisé grâce à l'alliance entre les bourgeoisies marchandes européennes et leurs Etats respectifs (période de l'*accumulation primitive*¹ du capital). Cette alliance a provoqué la destruction progressive des rapports de production féodaux au niveau interne et engendré l'expansion coloniale qui a abouti à la polarisation (*centre* et *périphérie* d'un même système) du système capitaliste mondial. Le discours mercantiliste qui prône en premier lieu l'intervention effective de l'Etat peut dès lors être appréhendé comme l'idéologie de la classe capitaliste en formation.

La phase de consolidation de la classe capitaliste (à partir de la révolution industrielle) a engendré un nouveau discours où la présence de l'Etat n'est plus présentée comme une nécessité mais transparaît comme une entrave à l'accumulation du capital. La bourgeoisie en position de force pouvait dès lors se passer de l'intervention de l'Etat. Le discours de l'*économie classique* suivi du discours de l'*économie*

vulgaire (l'économie néoclassique) se chargeront alors d'explicitier cette nouvelle appréhension de la dynamique capitaliste et de justifier les pratiques de la bourgeoisie mondiale.

La crise de 1929 et la dépression des années 30 ont remis en cause le discours libéral et ont favorisé l'émergence du discours keynésien qui a ainsi développé la thèse de la nécessaire intervention de l'Etat. Le marché, n'étant plus considéré comme autorégulateur, se devait donc d'être suppléé par des actions de l'Etat. Et le discours keynésien développa les instruments nécessaires à l'intervention de ce dernier en vue de limiter les effets non désirés d'un marché non régulé.

Enfin les années 1970 verront une nouvelle crise du système capitaliste et une offensive généralisée à l'encontre de la politique keynésienne d'une part et de l'intervention de l'Etat dans la sphère économique d'autre part. Le discours néolibéral devient dès lors le discours hégémonique de l'heure et se propose de trouver toutes les solutions au problème de la croissance et du développement en général à travers le libre échange.

Cependant si les *formations sociales développées* sont toujours dominées par le mode de production capitaliste alors la métamorphose des idéologies qui servent à défendre les intérêts des classes dominantes ne peut que signaler des déplacements des rapports de force aussi bien au niveau du système dans sa totalité qu'au sein de la bourgeoisie mondiale en tant que telle. Et si l'idéologie dominante de l'heure exige le retrait de l'Etat national alors l'intervention de ce dernier ne doit plus répondre aux intérêts de la (ou des) fraction dominante de la bourgeoisie mondiale

1-1 le mercantilisme ou l'Etat guerrier au service du capital

L'expansion marchande et coloniale de l'Europe à partir du *XV^{ème}* siècle a graduellement scellé l'alliance entre le capital marchand et l'Etat national en gestation. En effet les conflits qui ont jalonné cette période historique ont favorisé d'une part un processus de centralisation politique (naissance des Etats-nations) et accentué la main mise (grâce au financement des dépenses publiques) du capital marchand sur les rouages de l'Etat. L'alliance entre le capital marchand et l'Etat a de fait miné les fondements du mode de

production féodal à travers la décomposition de l'économie seigneuriale. La destruction graduelle de cette dernière s'est accompagnée d'un processus de centralisation du pouvoir politique à travers la montée en puissance de l'Etat-nation. L'alliance entre les marchands et la monarchie s'est ainsi matérialisée d'une part à travers le décloisonnement des économies domestiques et par l'intervention de l'Etat comme agent incontournable du capital marchand d'autre part.

Le décloisonnement de l'économie domestique a ainsi permis au capital marchand de pénétrer des sphères jusque là dominées par les rapports de production féodaux et de libéraliser les échanges internes. L'intervention de l'Etat en faveur du capital marchand prit forme à travers la suppression de toutes les entraves (divers péages, multiplicité des unités monétaires, privilèges des corporations etc..) au commerce au niveau interne alors qu'au niveau externe la politique de la canonniers (colonisation, génocide, pillage, escroquerie et autres faits d'armes) constitua la principale occupation de l'Etat, l'action de ce dernier ayant pour but ultime de permettre au capital de *prendre racine* (par la prolétarianisation de la paysannerie autochtone entre autres) au sein de formations sociales non-capitalistes.

La phase mercantiliste (1500-1800) qui a précédé la révolution industrielle caractérise ainsi une période de transition entre le mode de production féodal en déclin et le mode de production capitaliste en progression. Et cette période de transition développe une caractéristique essentielle laquelle se résume en une symbiose entre les intérêts du capital et les intérêts de l'Etat national. L'Etat veille à éliminer sinon à minimiser les entraves à l'accumulation du capital national tandis que ce dernier finance les dépenses en progression du premier. Cette convergence d'intérêt transparaît alors dans le discours de l'école mercantiliste qui peut se résumer dans le slogan idéologique « le commerce au service du prince » lequel slogan présente les intérêts de la bourgeoisie marchande en ascension comme les intérêts du prince qui représente la nation dans sa globalité.

En fait la politique économique prônée par le discours mercantiliste se résume en une proposition apparente² : les métaux précieux et la thésaurisation étant l'essence de la richesse par conséquent les exportations doivent être supérieures aux importations. Ce postulat étant admis l'idéologie mercantiliste propose alors une certain

nombre de mesures pour le réaliser, en particulier des mesures protectionnistes concernant l'industrie domestique qui doit bénéficier de l'importation de matières premières bon marché et de l'interdiction d'exportation de ces mêmes matières premières. En outre il est recommandé de limiter l'entrée de produits manufacturés grâce à la taxation tout en stimulant les industries exportatrices domestiques. Enfin le commerce doit être réservé aux nationaux et les commerçants étrangers ne doivent pas avoir l'opportunité d'exporter les métaux précieux hors des frontières de l'économie domestique. Ces mesures prônées par l'idéologie mercantiliste sont ainsi supposées répondre aux objectifs de bien être de la nation.

Si la politique en faveur d'un surplus chronique d'exportation proposée par le discours mercantiliste pouvait relever d'une confusion intellectuelle³ il n'en demeure pas moins qu'elle servait des objectifs essentiellement nationaux. En effet elle favorisait d'une part l'industrie domestique naissante (grâce à diverses mesures de protection) et l'emploi d'autre part. En outre les exportations supposent l'existence de revenus internes aptes à stimuler la demande intérieure alors que les importations n'engendrent pas d'emploi et encore moins de revenu. Enfin les entrées de métaux précieux permettaient de réduire le taux d'intérêt intérieur et de favoriser dès lors l'investissement interne⁴.

En fait l'idéologie mercantiliste ne s'embarrassait pas des hypothèses aseptisées de l'économie vulgaire mais développait un discours essentiellement guerrier pour autant que le renforcement de l'économie nationale en gestation ne pouvait être effectif que grâce à l'affaiblissement économique des autres Etats. Car du point de vue mercantiliste les intérêts des nations étaient foncièrement antagoniques et l'échange entre nations était un jeu à somme nulle (l'enrichissement des uns était synonyme d'appauvrissement des autres). Ainsi la balance commerciale excédentaire engendrait une accumulation de capital qui renforçait la domination de la bourgeoisie autochtone d'une part et une accumulation de métaux précieux d'autre part laquelle renforçait l'Etat en lui permettant de faire la guerre au bénéfice du capital.

Ainsi grâce aux politiques mercantilistes les économies et les Etats centraux ont graduellement acquis une position dominante au sein du système capitaliste mondial en gestation. Le développement des forces productives grâce à la destruction des rapports de production féodaux,

à la mise en place des rapports de production capitalistes et au pillage de la périphérie a graduellement permis à la dynamique capitaliste de se libérer de l'emprise de l'Etat. Et le mode de production capitaliste pouvait ainsi opérer grâce à son *double moulinet*⁵ sans intervention « externe » de la part de l'Etat. L'idéologie du moment ne fait plus de l'intervention de l'Etat une nécessité mais développe le discours contraire. La dynamique économique transparaît alors comme le déroulement d'un ordre naturel où la liberté des échanges devient une condition nécessaire et suffisante du progrès en général et du progrès économique en particulier. L'école classique puis l'école néoclassique se chargeront alors de produire les discours idoines.

1-2 les discours classique et néoclassique ou le libre échange au service du capital

Si les mercantilistes appréhendaient le commerce international comme un jeu à somme nulle et l'activité commerciale comme une guerre dont le vainqueur recevait en trophée une balance commerciale excédentaire, l'école classique suivie de l'école néoclassique opèrent un renversement de la démarche.

En effet Ricardo (1772-1823) étudie les conditions d'un commerce international avantageux à partir des *coûts comparatifs* et aboutit à la conclusion que l'intérêt de chaque pays est de se spécialiser dans les productions pour lesquelles son avantage comparatif est le plus grand ou en d'autres termes dans les productions où les coûts relatifs sont les plus bas⁶. Les développements de Ricardo qui sont élaborés à partir de la théorie de la *valeur travail* et sous l'hypothèse d'immobilité des facteurs aboutissent à la conclusion que l'échange doit être bénéfique pour les deux parties.

L'école néoclassique (née durant la deuxième moitié du XIX^e siècle) qui rejette la théorie de la valeur travail ne fera en définitive que conforter le discours des classiques en le reformulant en termes de *courbes d'indifférence* et de *courbes de possibilités de production*. Cette école aboutit au « théorème » : en économie ouverte, chaque pays tend à se spécialiser dans la production des biens dont la fabrication nécessite relativement le plus de facteurs dont il est le mieux doté (théorème dit de H.O.S.). Les deux discours suggèrent en fait que l'activité commerciale possède sa dynamique propre et n'a donc pas besoin d'être régulée par l'Etat.

Pour Ricardo la supériorité du libre échange se résume en deux propositions. La première avance que l'échange selon les coûts comparatifs permet à chaque partenaire d'augmenter les quantités consommables pour une dépense productive égale tandis que la seconde proposition soutient que la spécialisation engendre un avantage au niveau mondial par une économie de temps de travail. Cependant Ricardo reconnaît que cet état (la spécialisation) n'est en fait qu'un état sub-optimal si l'un des partenaires (le Portugal dans l'exemple de Ricardo) bénéficie d'un double avantage comparatif. Dans ce dernier cas l'état optimal se matérialiserait de fait par la production aussi bien du vin que du drap au Portugal, ce qui signifierait un transfert de capital de l'Angleterre vers le Portugal. Malgré cela Ricardo, en bon sujet britannique, rejette cette alternative qui risquerait de désertifier son pays.

En ce qui concerne les néoclassiques, le « théorème » H.O.S. (Heckcher-Ohlin-Samuelson) ou « loi des proportions des facteurs » conforte le discours ricardien (malgré le rejet de la théorie de la valeur-travail). Tout en reconnaissant que sous l'hypothèse de concurrence pure et parfaite l'échange international des produits est un substitut à la libre circulation des facteurs (contribution de Samuelson) le soi disant théorème permet d'avancer deux propositions. La première souligne que sur le plan externe, le libre échange tend à réduire les disparités de rémunération de pays à pays, ce qui devrait homogénéiser progressivement le pouvoir d'achat. La deuxième proposition avance qu'au plan interne la spécialisation tend à modifier la répartition des revenus au détriment des détenteurs du facteur rare ce qui tendra à homogénéiser les revenus au niveau national.

Ainsi les discours classique et néoclassique suggèrent explicitement que le libre échange est le meilleur moyen de réaliser une allocation optimale des ressources. La suggestion implicite est que l'intervention de l'Etat ne peut que perturber l'efficacité du marché libre. Cependant derrière ces discours se cachent des intérêts de classe que ni les classiques ni les néoclassiques n'ont intérêt à expliciter.

En effet la préoccupation essentielle de Ricardo (que lui même reconnaît implicitement) n'est pas la quête d'un optimum mondial mais son problème est moins global. Pour Ricardo le problème central est de trouver le moyen d'éviter *l'état stationnaire* ou en d'autres termes de faire obstacle à la baisse du taux de profit de l'industrie

anglaise. En effet selon Ricardo qui divise le produit social en trois parties (rente, salaire et profit) l'augmentation de la population requiert la mise en culture de terres moins fertiles (augmentant ainsi la rente) accroissant ainsi le prix du blé et donc les salaires et diminuant en retour le taux de profit. La solution appropriée réside donc en l'importation de blé qui, en réduisant le coût de reproduction de la force de travail, permet de réduire le taux de salaire et donc accroît le taux de profit.

La *corn law* qui protégeait l'agriculture anglaise de la concurrence étrangère sera alors abolie dans les années 1840. Dans la même décennie l'Angleterre décidera de réduire ses tarifs sur les produits manufacturés, de supprimer toute interdiction à l'importation, d'écarter la préférence impériale en faveur des produits des colonies et d'abolir les « actes de navigation ». Le libre échange n'a été néanmoins adopté par la bourgeoisie anglaise qu'à partir du moment où l'industrie anglaise s'établissait en tant que secteur hégémonique dans le système capitaliste mondial de l'époque. La bourgeoisie anglaise n'avait dès lors plus besoin de l'intervention de l'Etat puisque ses intérêts (à travers le libre échange) bien compris récusait l'intervention de tout Etat et en particulier des Etats étrangers.

Ainsi le discours ricardien ne développe son argumentation en faveur du libre échange qu'en rapport avec les intérêts du capitalisme anglais. Ce discours est en fait enveloppé d'une gangue idéologique qui atteint son summum avec le « paradoxe de J. S. Mill »⁷ qui arrive à « démontrer » que dans leurs échanges avec les pays pauvres, les pays riches à forte demande d'importation obtiennent un gain unitaire inférieur, ce qui tendrait à égaliser à terme ces situations. En d'autres termes l'industrialisation de l'Angleterre et les hausses de productivité qui l'accompagne bénéficient en dernière analyse aux économies moins développées qui commercent librement avec le royaume ! ! . La politique de libre échange prônée par le discours classique répond ainsi aux préoccupations essentielles des capitalistes anglais. Cependant le discours classique tend à présenter les intérêts des capitalistes anglais comme les intérêts de tous les êtres humains et le libre échange comme la panacée pour atteindre un soi disant optimum international.

Le discours néoclassique transformera l'« économie politique » (dont l'objet est la recherche des causes qui déterminent la production et le

distribution des richesses) en « science économique » (dont l'objet apparaît comme la détermination des lois de l'allocation optimale de moyens rares à usage alternatif), niera toute forme de conflit dans les relations sociales (le monde néoclassique est constitué de consommateurs et de producteurs et non de classes sociales aux intérêts souvent antagoniques) et « démontrera » que le meilleur des mondes possibles sera atteint grâce à la concurrence pure et parfaite ou en d'autres termes grâce à la liberté des échanges qui assure à la fois l'efficacité maximale et la convergence des intérêts individuels. Cette nouvelle « production » de l'idéologie bourgeoise apparaît à un stade de développement particulier du système capitaliste. En effet le mode de production capitaliste émerge en tant que mode de production dominant. Au niveau du centre européen le mode de production féodal est quasiment détruit alors que la périphérie du système se résume en une suite de colonies au service des différents capitaux nationaux.

Tant que l'accumulation du capital se poursuivait sans accroc majeur le discours néoclassique servait d'idéologie idoine permettant de voiler l'exploitation de la force de travail interne (qui devait être rémunérée selon sa productivité marginale !!) et l'exploitation des peuples colonisés (qui ne pouvaient pas ou plutôt qui ne devraient pas exister dans le monde virtuel de l'économie néoclassique !!). En effet le « monde néoclassique » a pour caractéristique essentielle de ne connaître ni crise ni conflits d'intérêt tant que les axiomes de l'économie vulgaire sont respectés. En particulier les marchés devraient toujours s'apurer grâce à « la loi des débouchés » de J. B. Say⁸ et le chômage ne devrait pas exister grâce à l'existence d'un point optimal dans le modèle d'équilibre général de Walras⁹ !!

Et pourtant malgré la loi de J. B. Say, le modèle de Walras et la liberté des échanges, la première guerre mondiale (guerre inter impérialiste), la révolution d'octobre 1917 (qui proposait un modèle alternatif) et la crise de 1929 suivie de la dépression des années 30 survinrent. Ces phénomènes n'auraient pas dû exister au regard des axiomes de l'économie vulgaire. Et cette dernière ne les comprend pas parce qu'elle ne saisit pas la logique de reproduction du système capitaliste. En particulier elle n'appréhende pas que dans ce système la crise est un élément clé de la dynamique d'ensemble. Car la crise a de fait pour origine le processus d'accumulation du capital en tant que tel

où émerge d'une manière cyclique un blocage de la dynamique du *taux de profit*.

En effet la croissance de la production qui fait suite à l'accumulation (phase de surchauffe) exerce une tension sur l'emploi qui débouche sur une hausse des salaires laquelle comprime les profits. En outre en raison du surinvestissement relatif dans certaines branches, une partie de la production capitaliste se retrouve en tant que stock invendu d'où une chute des prix courants et une baisse additionnelle du profit. Enfin l'expansion du crédit dans cette phase de surchauffe provoque une hausse du taux d'intérêt laquelle accentue la baisse du taux de profit des entreprises. La compression du taux de profit provoque alors une série de faillites qui engendre la destruction des capacités de production excédentaires, dévalorise une partie du capital constant et reconstitue l'armée industrielle de réserve (phase de récession). Cette phase de récession permet alors de modifier la *composition organique du capital* en faveur du *capital variable* et donc d'accroître le taux de profit. Ce dernier aspect permet alors de re-dynamiser l'accumulation en enclenchant une nouvelle phase d'accumulation du capital i, e. un nouveau *cycle*.

Si la crise existe et si le discours néoclassique ne l'appréhende pas alors ce discours ne peut plus répondre aux intérêts de la classe capitaliste en tant que classe hégémonique. Et le discours keynésien doit alors prendre la relève pour voiler sinon atténuer les contradictions du système capitaliste.

1-3 Le discours keynésien ou la stratégie défensive du capital

La crise de 1929 et la dépression qui s'en est suivi ont sonné le glas du discours libéral. En effet la chute de la production, l'augmentation du chômage, l'effondrement de la bourse et la contraction du commerce international ne pouvaient pas être expliqués et encore moins jugulés par le discours et les politiques de l'école néoclassique (si tant est que cette dernière ait une quelconque politique à proposer). Le discours keynésien va alors opérer un renversement de l'analyse (on parlera alors de révolution keynésienne) en déplaçant le champ de l'analyse économique.

Ainsi Keynes privilégie l'analyse macro-économique à l'analyse micro-économique et retient comme notions fondamentales l'emploi,

le revenu et le niveau d'activité. Ces derniers ne sont plus considérés comme des données mais apparaissent dorénavant comme des variables. Le nouveau champ d'analyse va ainsi permettre à Keynes de recentrer le débat sur sa préoccupation fondamentale i, e. « le vrai remède au cycle économique ne consiste pas à supprimer les phases d'essor et à maintenir en permanence une semi-dépression, mais à supprimer les dépressions et à maintenir en permanence une situation voisine de l'essor »¹⁰. La suppression des dépressions se résume à lutter contre le chômage comme facteur fondamental de déstabilisation du système.

En recherchant ce qui détermine l'emploi Keynes introduit la notion de *demande effective* (intersection entre *courbe de l'offre globale* et *courbe de la demande globale*) laquelle détermine le niveau de production qui, à son tour, fixe le niveau de l'emploi¹¹. Ainsi l'emploi n'est plus déterminé sur le marché du travail mais résulte de l'équilibre sur le marché des biens et services. Et cet équilibre est tout à fait compatible avec une situation de chômage pour autant que la demande effective via la demande globale dépend en premier lieu des anticipations des entrepreneurs. Si la dynamique du « marché libre » peut aboutir à une situation de sous emploi laquelle risque de dégénérer vu les capacités de mobilisation des salariés en général et de la classe ouvrière en particulier alors l'Etat en tant que manager général de la classe capitaliste se doit d'intervenir pour essayer de maintenir une situation voisine de l'essor.

Et l'Etat capitaliste va effectivement intervenir en contrôlant les mécanismes monétaires et financiers grâce à la politique monétaire de la banque centrale (manipulation du taux d'intérêt) et à la politique budgétaire où l'Etat devient emprunteur. Cette implication de l'Etat dans les domaines monétaires et financiers s'étendra à d'importants segments de l'activité industrielle (certaines industries seront nationalisées). Enfin l'Etat finira par s'impliquer (à travers la planification française ou le MITI japonais par exemple) dans les processus d'allocation des ressources entre les différentes branches et organisera ainsi l'activité économique en dehors de critères purement économiques.

Ainsi le *new deal* va enclencher l'intervention de l'Etat américain dès 1933 à travers l'organisation des marchés, la fixation des prix et des salaires via la concertation entre acteurs économiques sous l'égide

d'agents de l'Etat. Enfin après la seconde guerre mondiale la structure de l'ensemble des économies du centre capitaliste va être remodelée par l'intervention de l'Etat national. Outre son implication directe dans la sphère économique l'Etat met en place des systèmes de sécurité sociale, d'assurance chômage et autres mesures (politique des soins, éducation, etc..) en faveur des salariés en général et de la classe ouvrière en particulier. Atténuer les crises et éviter la révolution semble ainsi être la raison d'être première de la politique keynésienne. Face aux luttes ouvrières et à la menace communiste d'une part et aux luttes des peuples de la périphérie le compromis keynésien apparaît dès lors comme le moyen de pérenniser le système capitaliste en faisant bénéficier les couches dominées en général et la classe ouvrière en particulier du développement des forces productives. Et l'émergence d'importantes classes moyennes dans les formations sociales capitalistes développées doit à priori stabiliser le système et lui permettre de se reproduire sans crise majeure. Les trois décennies qui suivront la deuxième guerre mondiale et qui seront qualifiées de « trente glorieuses » exhiberont une atténuation certaine des fluctuations du taux de croissance et un développement remarquable des forces de la production¹².

Cependant le partage moins inégal de la valeur créée au sein du système capitaliste ne peut que se répercuter sur le niveau du taux de profit et la baisse relative de ce dernier ne peut que remettre en cause aussi bien le procès d'accumulation du capital que la configuration du pouvoir entre diverses couches sociales.

Le compromis keynésien, ayant apparemment atteint ses limites (faillite des politiques basées sur la relance de la demande), va à son tour connaître la crise car les années 70 vont être le théâtre de plusieurs crises qui remettront en cause les bases de ce compromis. En effet dès la fin des années 60 les USA vont affronter des déficits chroniques de leur balance commerciale lesquels créent une menace de conversion en or des dollars détenus par l'étranger. La suspension en 1971 de la convertibilité de la devise américaine qui conduira au flottement des monnaies constituera alors le premier signe d'une crise en gestation. La crise pétrolière (quadruplement du prix du pétrole brut en 1973) va accentuer alors les tendances inflationnistes qui pénalisent en premier lieu les créanciers et les détenteurs de capitaux (le 1% des ménages les plus riches des USA voient sa part de richesse

chuter de 35% de la richesse totale dans les années 60 à 20% dans les années 70)¹³. En outre les taux de profits des branches n'ont cessé de décroître durant les années 70 et cette tendance ne favorisait guère la distribution de dividendes¹⁴.

Enfin au regard de l'inflation, les taux d'intérêt réels étaient quasiment nuls tandis que les cours de la bourse corrigés par l'inflation étaient relativement bas. Dans ce contexte les classes dominantes et en particulier la bourgeoisie financière ne pouvaient que confronter un amenuisement de leurs patrimoines et une baisse relative de leurs revenus. Ces classes ne pouvaient dès lors plus se satisfaire des politiques keynésiennes basées sur le compromis social. Une autre politique ou un autre compromis étaient nécessaires. Et la libéralisation de la circulation internationale des capitaux dès 1974 aux USA (qui seront suivis par les autres Etats du centre capitaliste) constituera la première mesure fondamentale pour la mise au rebut des politiques keynésiennes et la mise sur orbite des politiques néolibérales.

2- Transformation du système capitaliste et émergence du néolibéralisme

Le discours néolibéral qui prend appui sur les « axiomes » et « théorèmes » de l'économie vulgaire et qui prend en charge les intérêts de la bourgeoisie mondiale (plus précisément une fraction de celle-ci, i. e. la bourgeoisie financière) en remplacement du discours keynésien avance que le croissance économique ne peut être soutenue que par le libre échange des biens et services, par la liberté de mouvement des capitaux et de l'investissement et par la réduction du rôle de l'Etat par la privatisation des services publics. Le postulat fondamental qui préside à cet énoncé se résume en l'existence d'un marché autorégulateur qui ajuste en permanence l'offre et la demande sur chaque marché.

Et pour que cet ajustement opère d'une manière optimale il suffit que la *concurrence pure et parfaite* s'exerce aussi bien sur les marchés nationaux que sur le marché mondial. Il importe donc que les prix s'ajustent librement d'une part et qu'ils ne soient pas perturbés par une quelconque intervention de l'Etat (des entraves à la libre circulation des capitaux ou des tarifs douaniers par exemple). De ce fait l'Etat n'a d'autres rôles que de garantir la sécurité des agents, la liberté d'entreprise et la propriété privée.

Cette recette réchauffée et proposée par les idéologues de la bourgeoisie mondiale prend appui sur l'incapacité apparente des politiques keynésiennes à juguler aussi bien le chômage que l'inflation qui ont sévi durant les années 70. Cependant derrière ses slogans apparents et son argumentation en faveur du « libre échange », le discours néolibéral matérialise une offensive généralisée (par rapport à la stratégie défensive de la politique keynésienne) envers les acquis sociaux des « trente glorieuses » et suggère dès lors une recomposition du pouvoir (un renversement du rapport de force au profit du capital et au détriment du travail) au sein des formations sociales capitalistes du centre.

2-1 le discours néolibéral ou l'idéologie de la prédation

Le développement des forces productives depuis le début du *XX^{ème}* siècle a graduellement transformé l'entreprise capitaliste individuelle ou familiale en entreprise par actions. La *concentration* du capital, i. e. la nécessité de mettre en œuvre des capitaux de plus en plus importants et sa *centralisation*, i. e. l'absorption des petits capitalistes par les gros, ont de fait provoqué la séparation de la propriété juridique d'avec la gestion. Ainsi les propriétaires capitalistes (créanciers et actionnaires) se retrouvent en retrait par rapport à la gestion de leur patrimoine. Et ce patrimoine est essentiellement géré par des institutions financières (banques, fonds de pension, fonds d'arbitrage, compagnies spécialisées en assurances-vies, assurances-maladies etc.) dont une partie des fonds provient de l'épargne de salariés et dont le rôle devient de plus en plus essentiel quant à la reproduction du système capitaliste (en 1995 les « investisseurs institutionnels » géraient des fonds d'une valeur de 21000 milliards de dollars soit l'équivalent de plus des trois quarts du produit mondial brut)¹⁵.

Ainsi le « coup de 1979 » (hausse brutale du taux d'intérêt décidée par la FED, i. e. la banque centrale américaine) constitue une date charnière dans la mise en place de la domination actuelle du capital financier. En effet l'objectif premier de cette mesure (la hausse du taux d'intérêt) était de briser l'inflation aux USA pour mettre un terme à la « spoliation » des créanciers qui subissaient les taux d'intérêt négatifs pratiqués dans les années 70. La hausse du taux d'intérêt aux USA et le gonflement du déficit budgétaire américain (résultat de la politique du président Reagan) vont alors entraîner l'essor du capital

financier et sa domination graduelle sur les autres formes de capitaux¹⁶.

En effet la hausse du taux d'intérêt va d'une part rétablir les patrimoines des créanciers¹⁷ et favoriser l'essor de la finance directe (financement par émission et placement de titres sur le marché financier). Mais cet essor ne pouvait se réaliser que dans la mesure où les entraves aux mouvements des capitaux étaient abolies, i. e. qu'à condition que les capitaux puissent être engagés ou désengagés sans contrainte. Les trois D (désintermédiation, déréglementation et décloisonnement) constitueront alors les mesures appropriées pour optimiser les revenus (intérêts et dividendes) aussi bien des créanciers que des actionnaires.

Cependant les rémunérations des actionnaires et des créanciers ne peuvent être conséquentes que pour autant qu'il y ait valorisation effective du capital. Et cette dernière ne peut être effective qu'à condition que le *taux de plus value* ou le *taux d'exploitation* soit conséquent. En fait les années 70 ont jeté les bases d'un accroissement du taux d'exploitation grâce à des avancées technologiques dans divers domaines (électronique, technologie de l'information, biotechnologie, moyens de transport, etc.). La productivité du travail ne pouvait ainsi qu'augmenter et favoriser un accroissement du taux de profit pour autant que les salaires ne puissent pas suivre la trajectoire de la productivité.

La prédation au niveau du centre capitaliste

Au niveau du centre capitaliste les politiques menées par les grandes firmes capitalistes et par les Etats qui les représentent ont de fait annihilé les capacités de résistance des salariés en général et de la classe ouvrière en particulier. En effet les restructurations des grandes entreprises (appel à des petites unités de sous-traitance activant chacune face à un monopsonne), les fusions et les acquisitions (qui aboutissent généralement à des pertes d'emploi), les licenciements massifs opérés dès le début des années 80 et la mise au pas des syndicats (*cf.* par exemple la politique de Margaret Thatcher en Grande Bretagne) ont permis d'accentuer la pression à la baisse sur les salaires grâce à une armée industrielle de réserve de plus en plus importante.

En outre les délocalisations effectives et la menace des délocalisations (favorisées par le « marché libre ») ne pouvaient qu'amoindrir les capacités de résistance des salariés. Enfin l'accroissement des déficits publics dû à la hausse des taux d'intérêt ne pouvait que provoquer un démantèlement des diverses protections sociales dont bénéficiaient les salariés. La précarité et la flexibilité de l'emploi deviennent dès lors des notions communes que les idéologues du néolibéralisme présente comme une fatalité (due aux contraintes du marché ! !). Pourtant cette fatalité ne semble toucher que les couches sociales les plus démunies alors que les intérêts des propriétaires capitalistes semblent plutôt épargnés. Car l'augmentation du taux d'exploitation sert, au regard des rapports de propriété, à distribuer des intérêts et des dividendes au profit des créanciers et des actionnaires au détriment non seulement des salariés mais aussi de l'accumulation du capital. En effet les institutions financières recherchent une rentabilité maximale pour les fonds qu'elles gèrent et imposent leurs conditions aux entreprises en concurrence (pour attirer les investissements) qui n'ont d'autre alternative que de distribuer des dividendes en rapport avec la rentabilité des placements financiers (l'Allemagne avec 12% de rentabilité moyenne sur le capital fut classé 24^{ème} par le groupe de Davos puisque 20% de rentabilité pouvaient être atteints aux USA et ailleurs)¹⁸.

Ainsi la part des profits distribuée en dividendes par les entreprises non financières américaines et françaises n'a cessé de progresser en passant¹⁹ de 30% dans les années 80 à plus de 70% en 2000. Cette ponction sur la masse de profit ne peut en fait que se répercuter sur la capacité des entreprises à investir. Et cet aspect transparaît dans la baisse du taux de croissance des deux économies. Alors qu'ils culminaient respectivement à 4,41% et 5,71% dans la décennie 1960-1969 ces taux ont chuté à 3% et à 1,72% durant la décennie 1990-1999. Et cette tendance se retrouve au niveau des économies du centre puisque le revenu par tête a chuté²⁰ à 2,2% pendant la période 1980-1999 alors qu'il atteignait 3,2% durant la période 1960-1980. La ponction (créances et dividendes) opérée par le capital financier constitue ainsi du *capital retranché de son procès*²¹ et peut être considérée comme une forme de prédation du capital financier sur le capital industriel. Et cette prédation ne peut que transparaître, au

regard de la mobilité des capitaux, dans toutes les économies intégrées au système de « libre échange ».

La prédation au niveau de la périphérie

Au niveau de la périphérie la mise en place de la politique néolibérale du centre s'est brusquement manifestée par la crise de la dette laquelle fut couplée à une baisse relative des prix des matières premières (exportées entre autres pour rembourser la dette). Le coup de 1979 (hausse du taux d'intérêt par la FED) a provoqué une réaction en chaîne laquelle a abouti à un étranglement effectif de la plupart des Etats périphériques. Ces derniers se sont mis à rééchelonner leur dette sur la base du contrôle et des conditionnalités du FMI. Et ce dernier en tant que garant des intérêts du capital financier a agi de telle sorte que ces Etats se mettent instantanément à l'école du néolibéralisme.

La première leçon qu'ils apprirent et appliquèrent fut de rembourser, entre 1980 et 2000, six fois le montant de la dette qu'ils devaient en 1980 pour se retrouver quatre fois plus endettés²².

Les remboursements de la dette constituaient ainsi un drainage de valeur vers les pays du centre capitaliste et une désaccumulation certaine au niveau des économies de la périphérie.

Les deuxième et troisième leçons qui suivirent s'appelleront entre autres « abolition des entraves aux mouvements des capitaux » et « privatisation ». Les conséquences de la deuxième leçon ne furent cependant pas un afflux de capitaux vers les Etats périphériques puisque les investissements directs internationaux (IDI) se sont de fait concentrés au sein des économies capitalistes du centre²³. Seule une fraction infime a été dirigée vers quelques régions particulières de la périphérie (Asie du sud-est et Amérique latine en particulier)²⁴. En outre ces soi disant investissements internationaux étaient en partie des placements financiers (investissements boursiers) ou des prises de participation (résultat d'opérations de privatisations et de conversion de la dette) aux entreprises locales.

Et la volatilité de ces investissements spéculatifs a provoqué les crises qui ont jalonné les décennies 80 et 90 (du Mexique en 1982 à la crise du sud-est asiatique de 1997 et enfin à la récente crise argentine qui constitue un cas d'école sur l'application des politiques néolibérales). Enfin malgré leur ouverture au marché mondial les économies de la périphérie, à l'instar des économies du centre capitaliste, ont exhibé un déclin du taux de croissance par tête²⁵ puisque en Amérique Latine ce taux a chuté à 0,6% durant la période 1980-1999 alors qu'il était de 3,1% sur la période 1960-1980. Quant à l'Afrique et le Moyen Orient leurs taux de croissance ont été négatifs sur la période 1980-1999.

Enfin la troisième leçon qui vient soutenir la deuxième consiste à privatiser de larges pans de l'économie domestique pour que l'Etat national recentre son attention sur le paiement de la dette (et oublie sa fonction d'Etat national) et pour que le capital mondial ait des opportunités de placement. Ainsi le dégraissage des services publics (éducation et santé entre autres) et le désengagement de l'Etat de la sphère économique ne peuvent que provoquer une augmentation du chômage lequel ne peut que faire pression sur les salaires. Dès lors le capital mondial peut « investir » certains services et acquérir des capacités de production au moindre coût au regard de l'état de déliquescence avancée de la plupart des Etats périphériques. Dans le même mouvement il (le capital mondial) peut exploiter une main d'œuvre à bon marché vu d'une part la masse relativement importante de chômeurs et la nature généralement répressive de la plupart des pouvoirs locaux d'autre part. Enfin la privatisation permet à une faune de prédateurs indigènes (ayant en général des relais au sein des pouvoirs politiques locaux) de se métamorphoser en « capitalistes » et de se positionner en tant que relais au service du capital mondial.

L'Etat périphérique n'a plus alors d'Etat que le nom et gère de fait les intérêts du capital mondial auquel il doit en général sa survie. Et les couches compradores que ce semblant d'Etat représente deviennent les plus ardents défenseurs de l'ordre néolibéral²⁶. Cependant cet ordre ne développe pas les forces productives mais ponctionne plutôt ces économies grâce aux transferts de capitaux. Et cette ponction transparaît en partie dans la baisse des taux de croissance.

L'ordre néolibéral apparaît alors pour ce qu'il est réellement, i. e. un ordre qui répond en premier lieu aux intérêts du capital financier

(*capital fictif* par excellence)²⁷ et où l'argent qui a la capacité de fructifier sa propre valeur (via la bourse par exemple) sans passer par le *procès de reproduction* constitue la mystification capitaliste dans sa forme la plus brutale²⁸. Et la nature prédatrice du capital financier en particulier et de l'ordre néolibéral en général posent un défi certain aussi bien au développement des forces productives qu'à l'existence de l'Etat national.

2-2 L'Etat national face à l'ordre néolibéral

Le Welfare State ou l'Etat-providence représente la caractéristique saillante du compromis keynésien (compromis entre le capital et le travail). Dans ce cadre l'ensemble des couches sociales recevait une part des gains de productivité et l'Etat national, malgré son caractère de classe, agissait de telle sorte que l'accumulation du capital soit synonyme d'accroissement des moyens et des capacités de production d'une part et veillait à ce que le revenu national soit partagé d'une manière moins inégalitaire d'autre part. Ainsi diverses institutions ont été érigées (services de santé, sécurité sociale, logements sociaux, transport publics, pensions de retraites entre autres mesures) au bénéfice des couches les moins favorisées par la dynamique du capital. Ces politiques ont ainsi permis de réduire les tensions entre classes sociales aux intérêts souvent antagoniques et d'améliorer la cohésion sociale au sein de l'Etat-nation. Cet état de fait, comme résultat d'une stratégie défensive du capital, a ainsi permis aux formations sociales capitalistes du centre de connaître aussi bien un essor certain des forces productives qu'une amélioration des conditions de vie (couverture sociale et sanitaire, éducation, loisirs etc..) de l'ensemble des couches sociales.

Le compromis keynésien reposait ainsi sur l'intervention des pouvoirs publics pour contenir et atténuer la contradiction capital-travail (à travers la négociation notamment) et avait pour objectif premier de lutter contre le chômage à travers des politiques (budgétaire et monétaire) appropriées de l'Etat national.

L'ordre néolibéral, par contre, développe la politique inverse du discours keynésien et, à travers le discours mystificateur du marché autorégulé censé assurer le développement des forces productives, remplace l'objectif de plein emploi par l'objectif inavoué de défense des patrimoines et revenus de la classe capitaliste en général et des

capitalistes financiers en particulier. Et cet objectif est justifié entre autres par l'hypothèse implicite que l'augmentation des revenus des capitalistes (via les allègements fiscaux entre autres mesures) conduit à une augmentation des investissements laquelle accroît l'emploi et permet une allocation optimale des ressources, cette dernière étant assurée par l'état supposé concurrentiel du marché.

Cependant la domination du capital financier à l'échelle mondiale ne milite pas en faveur de cette hypothèse. Car la nature prédatrice de ce dernier le pousse de fait à ne s'intéresser qu'au profit immédiat et à n'« investir » (le discours néolibéral a de fait dévoyé la notion d'investissement puisque la plupart des « investissements » opérés par le capital financier se réduisent en fait à des fusions ou des acquisitions) par conséquent que dans les créneaux les plus rentables pour les actionnaires et les créanciers. Or les intérêts de ces couches sociales ne peuvent être assimilés ni aux intérêts des autres couches sociales (celles qui ne possèdent ni actions ni titres financiers) ni aux intérêts d'autres formations sociales prises pour cible par le capital financier.

Car la liberté de mouvement des capitaux impliquent d'une part que les intérêts des actionnaires et des créanciers ne sont pas géographiquement localisés et que d'autre part une simple touche d'ordinateur peut provoquer la quasi faillite d'une économie nationale (cf. les crises qui ont jalonné les décennies 1980 et 1990). Cependant si au niveau du centre capitaliste l'action prédatrice du capital financier est voilée par l'association de diverses couches d'épargnants à la « prospérité néolibérale » (pour autant que les cours boursiers ne baissent pas), au niveau de la périphérie, mise à part une minorité de couches compradores ou compradorisées, la majorité de couches sociales ne connaissent que l'exploitation et la misère.

En fait le libre échange (en particulier la libre circulation des capitaux) prôné par le discours néolibéral et présenté comme la panacée pour le développement relève d'une mystification car le mode de production capitaliste n'est devenu dominant (puis hégémonique) au sein des formations sociales capitalistes du centre et les bourgeoisies locales n'ont pu développer les forces productives internes qu'à travers des politiques protectionnistes avérées.

Et les Etats qui sont à la pointe de l'offensive néolibérale sont ceux là même qui ont usé et abusé du protectionnisme. En effet les USA et l'Angleterre n'ont bâti leur suprématie au niveau mondial que grâce à des politiques protectionnistes avérées. Si l'Etat anglais n'a commencé à démanteler la protection de ses industries stratégiques (après s'être imposé comme puissance mondiale) qu'à partir de l'abolition des corn laws en 1846, les USA sont passés par une guerre (la guerre de sécession qui opposa le nord protectionniste au sud libre échangiste) pour imposer le protectionnisme qui ne fut graduellement démantelé qu'après la seconde guerre mondiale²⁹.

En outre les formations sociales périphériques qui connaissent un développement palpable des forces productives internes (le Japon et la Corée du Sud par exemple) n'ont adhéré au discours du libre échange qu'après avoir mis en place un système productif compétitif avec l'appui certain de leurs Etats nationaux (En fait l'Etat japonais est encore sermonné par le gouvernement américain en ce qui concerne le verrouillage relatif aussi bien de son marché des biens et services que de son marché des capitaux).

Si le capital financier en tant que fer de lance du discours néolibéral ne permet pas de développer les forces productives (ou du moins freine leur développement), si le libre échange ne peut cantonner les économies périphériques que dans des activités de faible productivité (vu leur niveau de développement relativement bas et donc leur incapacité à concurrencer les économies du centre dans les activités à rendements d'échelle croissants)³⁰ et si enfin l'histoire montre que les formations sociales capitalistes développées n'ont bâti leur suprématie que grâce aux politiques protectionnistes de leur Etats respectifs alors l'adhésion des Etats périphériques au discours et aux politiques néolibérales ne peut aboutir qu'à leur destruction programmée.

Et le démantèlement des Etats périphériques (qui n'ont pas encore atteint leur maturité en tant qu'Etats nationaux)³¹ et leur démembrement³² probable ne peuvent conduire à terme qu'à la résurgence d'idéologies précapitalistes (ethnisme, tribalisme, fondamentalisme religieux, etc..) qui fonctionneront comme opium en créant des diversions et réduiront à néant les capacités de résistance des couches sociales dominées par l'ordre néolibéral.

Dans ce contexte la politique néolibérale implique de fait « moins d'Etat » sauf aux USA (et accessoirement dans d'autres formations sociales du centre) car la domination du capital financier à l'échelle mondiale requiert la concentration d'une puissance économique, financière et militaire pour pérenniser la prédation en tant que mode de fonctionnement du système capitaliste et pour réagir au moindre mouvement de contestation de l'ordre néolibéral³³.

L'acception du discours néolibéral par les Etats périphériques (et donc de leur destruction certaine) relève dès lors soit d'un nanisme intellectuel flagrant (incapacité intellectuelle à saisir les enjeux du moment) et d'un mimétisme puéril soit d'une politique délibérée de bradage (au profit du capital mondial en général et du capital financier en particulier) des économies nationales par des couches compradores. Quelle que soit l'hypothèse retenue, le développement des formations sociales de la périphérie ne peut être dès lors envisagé que par la remise en cause de l'ordre néolibéral. Et cette remise en cause ne peut être effective que par la destruction des couches infantiles et/ou compradores au niveau local et au niveau mondial par une offensive généralisée (les mouvements alter-mondialistes et écologistes, entre autres, en sont une expression) de toutes les couches sociales contre l'ordre néolibéral qui tend à asservir la majorité des couches sociales (quelle que soit leur nationalité) au profit d'une minorité de prédateurs.

Notes

- 1- Marx, K., Le Capital L I, t III , ch. XXVI, Editions Sociales, 1973, Paris.
- 2- Samuelson, A., 1993, Les Grands Courants de la Pensée Economique, Titre I, Ch. I, OPU, Alger.
- 3- Blaug, M., 1981, La Pensée Economique, Origine et Développement , p. 14, OPU, Alger.
- 4- Keynes, J. M., 1982, Théorie Générale de l'Emploi, de l'Intérêt et de la Monnaie, p.332 et ss., Editions Payot, Paris. Cité par Samuelson, A. op. cit., p. 25
- 5- Marx, K., op. cit., pp. 19-20.
- 6- Pour détails voir Samuelson, A., op. cit., Chp. 6
- 7- Mill, J. S., cité par Samuelson, A., op. cit., p. 123.
- 8- Pour détails voir Blaug, M., op. cit., Ch. 5.
- 9- Pour détails voir Blaug, M., op. cit., Ch. 13.
- 10- Cité par Samuelson, A., op. cit., p. 415.
- 11- Pour détails voir Samuelson, A., op. cit., Titre IV, Chp. XIV.
- 12- Duménil, G. et Lévy, D., 2003, Economie Marxiste du Capitalisme, Repères, la Découverte, Paris, pp. 24 et 37.
- 13- Idem, p. 30.
- 14- Idem, p. 25.
- 15- Banque des règlements internationaux, 68^{ème} rapport annuel, Bâle, 8 juin 1998, tableau « les investisseurs institutionnels dans une perspective mondiale, 1995, chapitre 3, p.84, cité par George, S., Institutions Publiques et Société civile : Quels Renforcements de la Démocratie Participative et de la Responsabilité des Citoyens ? Conférence Parlementaires-ONG, Strasbourg, 31/5 – 1/6 1999, p.6
- 16- Adda, J., 1998, la Mondialisation de l'Economie, tome I, OPU, Alger, p. 99.
- 17- Duménil, G., Lévy, D., op. cit., p. 31.
- 18- George, S., op. cit., p.8.
- 19- Duménil, G. et Lévy, D., op. cit., p.34.
- 20- Chang, H. J., Du protectionnisme au Libre-Echangisme, une Conversion Opportuniste, in le Monde Diplomatique, juin 2003.
- 21- Marx, K., op. cit., L III, t II, p.42.
- 22- Duménil, G. et Lévy, D., op. cit., p.39.
- 23- Adda, J., op. cit., p.81.
- 24- Idem, p.84.
- 25- Chang, H. J., op. cit.

- 26- Cf. les discours de certains idéologues néolibéraux algériens (Temmar, H., Khellil, C. et Benachenhou, A. par exemple).
- 27- Marx, K., op. cit., L III, t II, p.139.
- 28- Idem, p.56.
- 29- Chang, H. J., op. cit.
- 30- Pour détails voir par exemple Rainelli, M., 1999, La Nouvelle Théorie du Commerce International, Casbah Editions, Alger, ch. II.
- 31- Les formations sociales périphériques n'ont pas encore achevé leur transition vers le capitalisme, par conséquent les Etats périphériques ne représentent pas uniquement des classes capitalistes. Et la destruction des Etats périphériques risque d'aboutir à une régression via l'émergence d'une multitude de « seigneuries ».
- 32- Après le démantèlement de l'ex-URSS et de l'ex-Yougoslavie, le démembrement de l'Irak qui est à l'ordre du jour sera certainement suivi par le démembrement d'autres formations sociales périphériques si la logique du capital financier est poursuivie.
- 33- Sur ce point voir le document publié en septembre 2002 par l'administration américaine intitulé « The National Security Strategy Of The United States of America ». Ce document développe explicitement l'idée que le modèle néolibéral est le modèle à suivre et l'administration US a pour objectif de l'imposer à toute la planète.